

Questions orales

• (1500)

LES PROGRAMMES SOCIAUX

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, le ministre des Finances a dit à la Chambre mardi de cette semaine que l'organisme La Voix—Le Réseau des aînés appuyait les mesures que voulait prendre le gouvernement pour récupérer les pensions de sécurité de la vieillesse. Hier, cet organisme a souligné que le ministre avait déformé ses paroles. Je le cite:

Les personnes âgées ont été consternées hier de constater que leurs paroles avaient été déformées au point que l'on dise qu'elles appuient la mesure de récupération fiscale des prestations que le gouvernement propose.

Je m'adresse au premier ministre suppléant, s'il y en a un. Le gouvernement avouera-t-il aux personnes âgées du Canada que le ministre des Finances a agi de façon irresponsable en déformant leurs paroles pour essayer de justifier cet impôt discriminatoire?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires)): Monsieur le Président, je suis heureux que le député soulève cette question parce que je veux lui exposer très clairement les propos qu'a tenus M^{me} Jean Woodsworth, la présidente de La Voix—Le Réseau des aînés. Voici une des citations qui ont été relevées hier: «... les prestations sociales sont un droit de tous les citoyens canadiens. Elles peuvent être récupérées auprès des personnes nanties par le truchement d'un impôt parce que ces personnes doivent payer plus d'impôt que les pauvres», et elle dit aussi que «faire profiter certains de la sécurité sociale et non pas tout le monde revient à de la charité, ce n'est plus un droit».

Avant le budget, lorsque le ministre des Finances a tenu des consultations avec divers groupes d'intérêts, M^{me} Woodsworth était là, et je veux citer exactement ce qu'elle a dit dans le cadre de l'exposé qui a été fait au ministre. Elle a dit:

... nous sommes d'accord avec le Conseil économique pour dire que les gens qui ont un revenu de plus de 50 000\$ par année doivent rembourser une partie de leur pension de sécurité de la vieillesse.

Maintenant, je voudrais citer le Conseil national du bien-être social qui a dit:

... la mesure de récupération a l'avantage de faire économiser de l'argent, sans compromettre le principe de l'universalité, puisqu'elle accroît la progressivité des programmes sociaux... la récupération fiscale n'a rien d'incompatible avec l'universalité... .

M. Manley: Monsieur le Président, je suis heureux que le premier ministre suppléant parle de cette rencontre, parce que voici ce que La Voix—le réseau des aînés—en

dit: «À cette rencontre, le ministre nous a promis qu'il ne toucherait pas à l'universalité des programmes sociaux.» Il les a donc trahis, selon eux. «Et maintenant, il cite notre mémoire hors contexte pour faire croire que nous sommes d'accord avec la mesure de récupération. M. Wilson attise la colère et la méfiance que les personnes âgées ressentent déjà.»

Le gouvernement manque-t-il si désespérément d'appuis pour ses mesures fiscales qu'il doit dénaturer les propos des personnes âgées du Canada?

M. McDermid: Monsieur le Président, c'est le député qui déforme les paroles du ministre des Finances. C'est exactement ce qu'a dit M^{me} Woodsworth, qui représentait ce groupe. Elle l'a dit, et je vais vous relire lentement ce passage:

... nous sommes d'accord avec le Conseil économique pour dire que les gens qui ont un revenu de plus de 50 000 dollars par année doivent rembourser une partie de leur pension de vieillesse.

Oui, le ministre a dit qu'il ne toucherait pas à l'universalité, mais le Conseil national du bien-être social affirme que si nous augmentons la progressivité des programmes sociaux, la mesure de récupération ne nuit pas à l'universalité.

* * *

LES PÊCHES

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Cela fait maintenant cinq semaines qu'elle a annoncé le programme de réponse spéciale destinée à aider les pêcheurs et les travailleurs d'usine de transformation qui ont connu une saison désastreuse cette année. Or, jusqu'à présent, durant ces cinq semaines, moins de 50 p. 100 des pêcheurs et des travailleurs d'usine de transformation de toute la région de l'Atlantique ont reçu l'aide qu'ils ont demandé.

Rien que dans ma circonscription, 459 des 912 familles qui en ont fait la demande se sont vu refuser l'aide promise dans le cadre du programme de la ministre.

La ministre profitera-t-elle des quelques jours qui restent avant Noël pour reconnaître que le programme annoncé jusqu'ici a été inadéquat? En profitera-t-elle pour mettre au point de nouveaux critères qui feront que ces pêcheurs et leurs familles n'auront pas à annuler Noël cette année?

On ne se demande pas simplement s'il y aura des cadeaux sous l'arbre de Noël, mais bien s'il y aura de la dinde sur la table.